



PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT EN GAMBIE : REMÉDIER AUX VULNÉRABILITÉS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE

INTRODUCTION

Récemment, le Sahel a été le théâtre de plusieurs crises sécuritaires. Des attaques violentes contre des cibles civiles et contre des symboles des institutions étatiques par des groupes djihadistes et d'autres organisations extrémistes violentes continuent d'attirer l'attention, dans la région et dans le monde entier, sur cette situation sécuritaire complexe qui s'étend peu à peu au sud, vers les États côtiers ouest africains. Notons que dans ce policy brief, l'extrémisme violent est défini comme l'utilisation intentionnelle de la violence par des groupes cherchant à affirmer la domination d'une identité, qu'elle soit fondée sur le genre, la religion, la culture ou l'ethnicité, sur d'autres. Ces groupes ont souvent pour objectif de démanteler les symboles des institutions politiques et culturelles établies pour les remplacer par des systèmes alternatifs régis par des idéologies rigoristes, intolérantes et autoritaires (Djanato et al., 2024).

Les citoyens des États du Sahel pointent un certain nombre de problèmes qu'ils identifient comme des vulnérabilités majeures exploitées par les mouvements djihadistes et les autres acteurs non étatiques armés et violents pour recruter. Ces problèmes incluent : les conflits sociétaux, les tensions intercommunautaires et un déficit de gouvernance (Council on Foreign Relations, 2025 ; Nsaibia, 2024 ; Thurston, 2024). Face à la crise, les Nations unies ont souligné dans une déclaration de 2013 sur le Sahel que l'utilisation de la force militaire, l'application de la loi ou les opérations de renseignement, ne peuvent vaincre à eux seuls l'extrémisme violent (Center on Global Counterterrorism Cooperation, 2013). Afin d'être plus efficace, la réponse doit traiter les causes fondamentales à l'origine des tensions communautaires et des conflits sociaux et renforcer la gouvernance en promouvant l'État de droit (Center on Global Counterterrorism Cooperation, 2013). Pour corroborer cette position, PNUD (UNDP, 2016 : 4) affirme que, s'il est nécessaire d'intervenir pour assurer la sécurité des personnes et des biens contre l'extrémisme violent, les efforts déployés pour prévenir cet extrémisme ne doivent pas se limiter aux seuls problèmes sécuritaires, mais doivent considérer en particulier le développement en tant que cause et solution à la crise.

La montée de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest a eu des effets dévastateurs, en particulier au Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria et Bénin. La multiplication d'attaques violentes par des groupes tels que Jama'at Nasr al Islam wal Muslimin (JNIM), État islamique dans le Grand Sahara (EIJS), Ansar Dine et Boko Haran contre les communautés, les institutions et les symboles de l'autorité de l'État font craindre un débordement dans les États voisins, en particulier les États côtiers (Africa Center for Strategic Studies, 2025 ; Eizenga & Gnanguènon, 2024). Des attaques par des groupes extrémistes dans et autour du parc W-Arly-Pendjari (zones humides et parcs du complexe WAP), en particulier dans le nord du Bénin et du Togo, ont agité le spectre d'une infiltration extrémiste et accru la menace dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest.

Les pays frontaliers des zones de conflit, tels que le Ghana, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Bénin, le Togo et la Mauritanie, font face à des défis majeurs pour réduire le potentiel d'infiltration, la diffusion de messages contre l'État et la propagation de l'extrémisme violent sur leurs propres territoires. De façon générale, les groupes extrémistes violents exploitent les vulnérabilités internes, telles que la présence limitée du gouvernement, des services sociaux déficients, des tensions intercommunautaires et des disparités socio-économiques, pour diffuser des messages qui sapent la confiance en les institutions de l'État et alimentent la radicalisation. En exacerbant les motifs de plainte et en se présentant comme une alternative pertinente, les groupes extrémistes violents visent à déstabiliser et à saper les structures de gouvernance établies dans les communautés locales et à étendre leur influence au-delà des frontières nationales (Eizenga & Gnanguènon, 2024).

Contrairement aux attentes et malgré les promesses de réponse à une situation qui s'aggrave, la fréquence des incidents d'extrémisme violent et d'attaques mortelles a augmenté au Sahel à la suite de coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger. La dissolution des cadres de coopération régionale en matière de sécurité, tels que G5 Sahel et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), a davantage affaibli les réponses collectives à l'extrémisme violent et a exacerbé le potentiel d'instabilité dans la région (Eizenga & Gnanguènon, 2024). Le retrait des trois pays du Sahel (Mali, Niger et Burkina Faso) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a compliqué les efforts de lutte contre le terrorisme régional et ainsi entravé la collaboration, le partage des renseignements et la coordination policière (Eizenga & Gnanguènon, 2024).

La Gambie, la plus petite nation de l'Afrique continentale à la fois par sa surface et sa population, est liée géographiquement au Sahel du fait de sa localisation enclavée dans le Sénégal et proche du Mali. Malgré sa petite taille, la Gambie reste politiquement stable dans une région rongée par les conflits sociaux, l'instabilité politique et la montée de l'extrémisme violent (World Bank, 2020). Même lors des 22 années de dictature du président Yahya Jammeh, la société gambienne s'est montrée résiliente et s'est efforcée de maintenir une coexistence pacifique et une cohésion sociale parmi ses diverses communautés ethniques et religieuses, et cela malgré les difficultés que génèrent un régime autoritaire (Freedom House, 2023). Au fil des années qui ont vu la hausse de l'extrémisme violent au Mali voisin, la menace de l'extrémisme violent dans le nord du Sénégal, et après des décennies de rébellion de la Casamance dans le sud du Sénégal, la Gambie est parvenue à rester en paix et à se protéger des phénomènes de radicalisation de la jeunesse et de l'extrémisme violent qui ont gangrené la région sénégalaise.

La Gambie est bordée au nord, à l'est et au sud par le Sénégal, tandis que l'océan Atlantique lui fait frontière à l'ouest. Le Sénégal, quant à lui, a des frontières communes avec le Mali et la Mauritanie. La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger a accru les craintes d'un débordement dans toute l'Afrique de l'Ouest (Afrobarometer, 2021). Ces débordements pourraient aisément atteindre la Gambie du fait de ses relations sociales étroites avec le Sénégal et de la grande porosité de la frontière entre ces deux pays.

Ni le Sénégal, ni la Gambie n'ont subi d'attaque terroriste ; cependant le Sénégal a connu des problèmes sécuritaires sporadiques le long de sa frontière sud-est avec le Mali. La sécurité des régions sénégalaises de Kégoudou et de Tambacounda, régions frontalières avec celle de Kayes au Mali, se trouve gravement menacée alors que les attaques de groupes extrémistes violents se répandent du nord du Mali vers le Sénégal à l'ouest (Toupane, 2011). La progression des groupes terroristes, en particulier Jama'at Nasr al Islam wal Muslimin (JNIM), et leurs opérations dans la région de Kayes dans l'ouest du Mali, ont agité le spectre de l'extrémisme violent au Sénégal et par extension, en Gambie (Tendeng, 2025). Les problèmes que connaît La Gambie, semblables à ceux présents dans les pays du Sahel, pourraient la rendre vulnérable aux menaces de radicalisation et d'extrémisme violent. Des facteurs sous-jacents, tels que le chômage ou le sous-emploi chez les jeunes, la pauvreté, l'inégalité, les problèmes de gouvernance et la porosité des frontières exposent le pays au risque de radicalisation de la jeunesse et à la potentielle éruption de l'extrémisme violent (Voice of America, 2023). Des conditions économiques qui se dégradent et un chômage important chez les jeunes risquent d'exacerber les vulnérabilités de la Gambie au radicalisme et à l'extrémisme violent (Afrobarometer, 2024 ; NDI, 2024).

Compte tenu des conséquences du radicalisme et de l'extrémisme violent sur le développement, la paix et la stabilité, le gouvernement gambien, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et les acteurs communautaires, s'efforcent de répondre à ces défis avec des politiques conçues pour combattre les difficultés économiques tout en renforçant les structures traditionnelles de consolidation de la paix dans le cadre du programme d'Infrastructure pour la paix (I4P). Dans ce contexte, le présent policy brief présente une analyse approfondie des principaux facteurs de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Gambie. Il met en évidence le rôle des acteurs et des initiatives clés dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent et il évalue l'efficacité de la collaboration entre les acteurs du nexus humanitaire-développement-paix (HDP). Il propose également des recommandations politiques basées sur des preuves pour améliorer la collaboration entre les acteurs HDP et renforcer la résilience communautaire en Gambie dans le contexte actuel de transition démocratique et de réforme.

1 LES FACTEURS DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SAHEL ET LES IMPLICATIONS POUR LA GAMBIE

L'extrémisme violent au Sahel est alimenté par de multiples facteurs interconnectés, qui vont de l'instabilité politique aux difficultés économiques, mais aussi la radicalisation et le fanatisme religieux croissants. La situation au Mali en est l'illustration. Le pays a été le théâtre de crises attribuées en grande partie à une insurrection séparatiste menée par le groupe ethnique des Touaregs, à un territoire fracturé par la violence de milices ethniques, à la formation de milices d'autodéfense parmi les communautés paysannes (Ganda Koi) et à la violence djihadiste dans les régions du nord. Bien que la rébellion des Touaregs soit antérieure à la chute du régime de Kadhafi en Libye, la chute de Kadhafi et l'implosion de l'État libyen ont ouvert la voie à une nouvelle vague d'insurrection des Touaregs. Celle-ci a été exploitée par les groupes djihadistes/extrémistes, avec pour conséquence l'effritement des institutions socio-politiques traditionnelles et de la faible structure de gouvernance étatique dans le nord du Mali (Farhaoui, 2013). Cette situation est à présent aggravée par la violence extrémiste/djihadiste et de nombreux autres problèmes sécuritaires, y compris le banditisme, le crime organisé transnational et la violence intracommunautaire, en particulier dans les régions centrales de Mopti et de Segou (Ananyev & Poyker, 2023 ; Berger, 2019 ; Thurston, 2018). L'intervention humanitaire d'acteurs internationaux tels que l'Union Européenne (UE) s'est accrue dans ce pays qui est l'une des nations les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne et qui a subi en outre des sécheresses prolongées, des coups d'État militaires et l'aggravation de ses conditions économiques (Zoubir, 2017). Cette sombre situation représente un terrain fertile pour les organisations terroristes qui exploitent les vulnérabilités sociaux-économiques afin de recruter une jeunesse sans emploi et marginalisée.

Le Centre de coopération antiterroriste mondiale (Centre on Global Counterterrorism Cooperation ; CGCC) a identifié d'autres facteurs de l'extrémisme violent tels que l'instabilité politique, l'exclusion et la marginalisation politique, la violation flagrante des droits humains par les gouvernements, la corruption et une gouvernance faible. Des conflits violents prolongés et des gouvernements perçus comme illégitimes représentent des facteurs d'incitation qui poussent les individus à rejoindre les groupes extrémistes dans la recherche de bénéfices matériels, d'une source de sécurité et d'une cause idéologique (CGCC, 2013). Certains de ces facteurs, en particulier ceux liés à la participation politique, aux violations des droits humains et à la gouvernance, sont présents en Gambie, un pays qui a subi 22 ans de dictature et qui fait face à des problèmes continus de gouvernance depuis la transition démocratique de 2016 - 2017.

2 LA VULNÉRABILITÉ DE LA GAMBIE À L'EXTRÉMISME VIOLENT

La Gambie n'a jamais connu de cas d'extrémisme violent ; néanmoins, elle y est susceptible. Cette susceptibilité se situe dans le contexte de ses frontières poreuses avec le Sénégal (un État qui fait frontière avec les pays du Sahel, Mali et Mauritanie), de ses difficultés de gouvernance interne et du nombre croissant de jeunes attirés par les groupes réformistes. L'étendue de la radicalisation de la jeunesse dans le pays n'a pas été documentée de façon exhaustive ; cependant une étude de 2023 par le Timbuktu Institute montre que la ligne dure adoptée par certains leaders religieux dans leurs enseignements et

leurs prêches, ainsi que l'absence de régulation des madrasas et daaras (centres éducatifs axés sur la mémorisation des passages du Coran) représentent des sources potentielles de radicalisation de la jeunesse en Gambie. L'étude préconise la supervision de l'éducation religieuse et des messages diffusés dans les prêches publics (dawa'ah) par le gouvernement et la surveillance des intellectuels qui rentrent au pays, en particulier en provenance du Moyen Orient (Timbuktu Institute, 2023).

Le rapport souligne que l'intolérance religieuse risque de devenir un moteur fort de radicalisation, d'extrémisme religieux et de conflit en Gambie si rien n'est fait pour y remédier. Des incidents se sont déjà produits du fait de divisions sectaires croissantes au sein de la communauté islamique, en particulier entre les groupes sunnites (notamment les Salafi, Ahlus Sunnah et Tabligh Jamaat) et les sectes Ahmadi. Badjie (2024) and Jawo (2022) mettent aussi l'accent sur les dangers que pose l'accroissement de l'intolérance religieuse pour la stabilité, la sécurité et la paix en Gambie. Un participant à une session d'Entretien avec informateur clé (EIC) souligne ces dangers :

L'extrémisme violent provoque la peur et la division au sein de nos communautés. Même si la Gambie n'a pas connu d'attaques majeures, l'influence croissante des idéologies extrémistes menace notre coexistence. Nous avons connu quelques incidents du fait de l'expression de l'intolérance religieuse. La présence de différentes sectes au sein de l'islam est alarmante, en particulier pour les jeunes qui sont attirés par les idées radicales en réponse à la frustration, aux difficultés économiques ou à la désinformation (transcription de EIC, leader religieux islamique, Kanifing, 2024).

La secte Ndigal, un mouvement islamique fondé dans le village de Kerr Morr Ali, est l'illustration que les tensions entre sectes peuvent être source d'extrémisme et de violence. La secte pratique une interprétation distincte de l'islam qui dispense ses fidèles des obligations traditionnelles, telles que les cinq prières quotidiennes et le jeûne pendant le ramadan, à moins que cela ne soit instruit divinement par leur leader, Sering Ndigal. Cet écart par rapport à la pratique courante de l'islam a conduit à un désaccord avec le Conseil suprême islamique (Supreme Islamic Council ; SIC) de Gambie qui affirme que les pratiques de la secte ne sont pas islamiques (The Gambia Victims Bantaba, 2022). Pendant le régime de Yahya Jammeh, l'État s'est aligné avec les acteurs dominants sunnites et a accusé la secte d'activités criminelles, notamment l'organisation d'un complot pour renverser le gouvernement, bien que des personnalités clés telles que Muhammed Secka aient été ensuite libérées pour manque de preuves. La secte a subi des persécutions non seulement de la part des agents de sécurité de l'État, mais aussi des autres communautés musulmanes qui l'accusaient d'hérésie. Les membres de la secte ont été harcelés, torturés, leurs propriétés ont été détruites et ils ont été forcés à s'exiler au Sénégal voisin (The Gambia Victims Bantaba, 2022). Malgré les protections constitutionnelles pour la liberté de religion et un jugement de la Haute cour (High Court) de 2017 qui assure leur droit au retour, en 2025 la secte est toujours en exil et continue de réclamer justice et le rétablissement de ses droits (Forayaa, 2025).

Outre le problème de la radicalisation religieuse, la Gambie fait face aux mêmes facteurs socio-économiques de l'extrémisme violent que ceux présents au Sahel. Un chômage élevé chez les jeunes et des difficultés économiques produisent un environnement propice à l'enracinement du radicalisme et de l'extrémisme. D'après des données mesurées par Afrobarometer en 2024, 68% des Gambiens ont considéré émigrer et citent pour raison première les difficultés économiques. Parmi

eux, 75% sont de jeunes adultes de 18 - 35 ans, ce qui reflète la vulnérabilité de la jeunesse au radicalisme et à l'extrémisme en Gambie. De même, le Recensement de la population et de l'habitat de 2024 montre qu'il existe en Gambie une jeunesse en souffrance face à la crise économique et que cela correspond à une susceptibilité au radicalisme et à l'extrémisme (Government of The Gambia, 2025).

3 ANALYSE DU RÔLE DU NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT-PAIX ET DE LA COORDINATION DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN GAMBIE

Les efforts de prévention de l'extrémisme violent en Gambie ont été orientés par des cadres juridiques et politiques nationaux et internationaux. Depuis la transition démocratique en 2016, les acteurs du nexus humanitaire-développement-paix (HDP) dans le pays ont joué un rôle déterminant dans les réformes du secteur sécuritaire, dans la justice transitionnelle (y compris l'avancement de la réconciliation et de la cohésion sociale) et dans le processus de réforme constitutionnelle. Ces réformes ont pour objectif de remédier aux vulnérabilités structurelles qui favorisent la montée des idéologies radicales, de l'extrémisme et du crime organisé.

Au niveau régional, la CEDEAO a mis en œuvre la Stratégie régionale de résilience pour l'Afrique de l'Ouest 2024 - 2025, axée sur la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, la résilience économique, les moyens durables de subsistance, l'inclusion sociale et l'adaptation au changement climatique. Cette stratégie plaide pour une approche collaborative, avec de multiples parties prenantes, pour encourager une stabilité à long terme et faire face aux difficultés de gouvernance interne qui sont source de radicalisation et d'extrémisme chez les jeunes (UNDP, 2024).

En parallèle avec ces efforts régionaux, la CEDEAO a organisé en 2022 en Gambie une formation Réforme et gouvernance du secteur de la sécurité qui a rassemblé des responsables politiques, des groupes de la société civile et des professionnels de la sécurité afin de renforcer les cadres juridiques et politiques de sécurité nationale (ECOWAS Commission, 2022). Le gouvernement gambien a élaboré des documents de politique clés, notamment la Politique de sécurité nationale (National Security Policy) en 2019, et les Stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy) et Stratégie de réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform Strategy) en 2020. Ces cadres juridiques ont pour objectif de construire un secteur de la sécurité robuste et axée sur les personnes, capable de répondre aux menaces actuelles, telles que l'extrémisme violent et le crime organisé transnational (Saka, 2025). L'élaboration de ces documents témoigne d'un haut niveau de coordination indispensable pour rassembler les institutions sécuritaires, en particulier le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève (DCAF). Un membre du personnel de DCAF, lors d'un EIC sur l'importance de fournir un cadre juridique favorable et des accords de collaboration pour répondre aux défis sécuritaires, notamment lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, a fait ce constat :

Nous avons joué un rôle déterminant dans le développement de la Doctrine de la police (Police Doctrine) et de la Politique de sécurité nationale (National Security Policy), en rassemblant toutes les institutions sécuritaires, notamment le Bureau de sécurité nationale (Office of National Security ; ONS), pour collaborer sur ces documents. De plus, nous prévoyons d'organiser un programme de sensibilisation de la communauté sur le rôle de la police, en partenariat avec des organisations telles que la Commission nationale des droits de l'homme (National Human

Rights Commission ; NHRC) et le Conseil national pour l'éducation civique (National Council for Civic Education ; NCCE). (Transcription de EIC, DCAF, Kanifing, 2025)

Grâce à son Programme de police en Afrique, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) a étendu le soutien à la réforme du secteur de la sécurité, qui s'aligne sur les priorités et les défis de sécurité nationale, y compris la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, aux institutions de la Gambie. Le soutien de la GIZ repose sur le nouveau Projet de loi sur la police (Police Bill), en cours d'examen au parlement, qui a pour objectif d'améliorer la structure, les responsabilités et les standards éthiques des forces de police gambiennes (Gagigo, 2024). De même, le Projet de loi sur la sécurité nationale (National Security Bill), également en cours d'examen au parlement, s'efforce de remédier aux failles persistantes dans la coordination centralisée et dans la collecte de renseignements – des problèmes qui ont exposé le pays à de graves vulnérabilités au niveau sécuritaire (Office of National Security, n.d.). En outre, le gouvernement a développé la toute première Stratégie antiterroriste nationale (National Counter-Terrorism Strategy) de la Gambie, une avancée importante dans la sauvegarde des intérêts nationaux et dans l'assurance d'une vie sans crainte de la menace terroriste pour les citoyens grâce à la mise en place d'un cadre juridique favorable (Office of National Security, n.d.).

Le Plan d'action national pour la jeunesse, la paix et la sécurité (National Action Plan on Youth, Peace, and Security ; YPS), une autre initiative politique d'importance, a été élaboré pour inciter les jeunes à s'impliquer dans la consolidation de la paix. Développé grâce à la consultation de plus de 2 000 participants incluant des jeunes, des femmes et des groupes marginalisés, le plan YPS s'aligne avec les 5 piliers de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies : « participation, protection, prévention, partenariats, désengagement et réintégration ». Ces efforts ont reçu le soutien actif des organisations de la société civile ; par exemple, Peace Hub The Gambia a formé 50 femmes et jeunes gens au plan YPS en 2023, tandis que le Conseil national de la jeunesse (National Youth Council ; NYC) s'est associé avec PNUD pour organiser des tables rondes au cours desquelles 72 participants ont discuté du développement du Plan d'action national pour la jeunesse, la paix et la sécurité (UNDP, 2024).

En plus de l'organisation de ces programmes de formation, Peace Hub The Gambia met en œuvre des initiatives ciblées pour faire participer les communautés, avec comme priorité la responsabilisation des jeunes. Grâce à des partenariats stratégiques avec les leaders communautaires, ces initiatives proposent des formations qui donnent aux jeunes les outils pour plaider pour la paix, favorisant ainsi la résolution des conflits au niveau local. En outre, elles encouragent l'introduction de l'éducation pour la paix dans les programmes scolaires, ce qui favorise les changements sociétaux à long terme grâce à l'éducation. Tandis qu'il faisait un résumé de ces initiatives, un participant à Peace Hub The Gambia a fait le commentaire suivant :

L'une de nos initiatives clés est le Programme de médiateurs initiés (Insider Mediator Program) qui forme les jeunes à plaider pour la paix dans leurs communautés. Nous organisons aussi des sessions de dialogue dans les communautés qui rassemblent les leaders religieux et traditionnels et les forces de sécurité pour discuter des signes précoces de la radicalisation et de l'extrémisme. En outre, nous formons des partenariats avec les écoles pour introduire le thème de la paix dans les programmes d'éducation. (Transcription de EIC, Peace Hub The Gambia, Kanifing, 2025)

L'UE a également joué un rôle actif dans le projet de transition démocratique de la Gambie grâce à son Programme indicatif pluriannuel (2021-2027). En se concentrant sur trois domaines prioritaires, à savoir la promotion d'une bonne gouvernance, la facilitation d'une économie verte pour la création d'emplois durables et l'avancement du développement humain, l'UE s'efforce de soutenir les perspectives d'une paix durable et d'une sécurité humaine dans une Gambie en pleine transition (Republic of the Gambia, 2022). Avec le Projet de transition démocratique réactive et responsable de la Gambie (EU-UNDP GREAT Initiative), l'UE met en œuvre des projets qui remédient aux vulnérabilités de la Gambie en favorisant la participation politique dans le processus de construction de la constitution et en améliorant l'accès à la justice par la mise en place de recommandations inscrites dans le rapport de la Commission vérité, réconciliation et réparations (UNDP The Gambia, 2023). Ces initiatives ont été conçues avec l'objectif de guérir les blessures sociétales nées du passé autoritaire de la Gambie, de faciliter la réconciliation et de promouvoir la cohésion sociale. L'objectif ultime est de diminuer le risque d'éruption de conflits sociaux.

Outre ses efforts sur la gouvernance et la justice, l'UE s'est attelée à lutter contre l'extrémisme violent en Gambie par des interventions dans le pays. Un représentant de l'UE le présente ainsi :

Les communautés locales sont au cœur de notre approche. Au travers de partenariats avec des organisations de la société civile, des leaders religieux et des groupes de jeunes, nous nous assurons que ces interventions sont conduites par la communauté. Par exemple, le projet CONNEKT considère que les jeunes sont des acteurs déterminants dans la lutte contre la radicalisation et les implique ainsi directement dans l'élaboration de stratégies de prévention. (Transcription de EIC, représentant de l'UE en Gambie, Kanifing, 2025)

4

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES LEADERS TRADITIONNELS ET RELIGIEUX DANS LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN GAMBIE

Des organisations locales, telles que la branche gambienne du Réseau ouest africain pour l'édification de la paix (WANEP The Gambia), ont été déterminantes dans le développement de systèmes d'alerte précoce, dans la prévention des conflits et dans la consolidation de la paix. L'Analyse des conflits et du développement (ACD) par WANEP pour la Gambie, mise à jour en 2024, identifie la vulnérabilité économique, le chômage chez les jeunes et les difficultés de gouvernance, comme des facteurs clés de conflit. Pour y remédier, WANEP a lancé des programmes de formation communautaires et des projets de médiation par des initiés qui visent à renforcer la résilience de la communauté et à promouvoir une paix durable.

En outre, les leaders religieux et traditionnels jouent un rôle crucial dans la promotion de la paix et dans la lutte contre la radicalisation et la diffusion de messages extrémistes. D'après un rapport de Afrobarometer (2024), 62% des Gambiens font confiance aux leaders religieux et 35% aux leaders traditionnels. La confiance populaire en ces institutions traditionnelles et l'influence qu'elles exercent en font des agents efficaces dans le règlement des conflits et le renforcement de la résilience communautaire. Une personne interrogée sur les rôles que jouent les leaders religieux et traditionnels dans la lutte contre la radicalisation et les messages extrémistes en Gambie remarque ainsi :

Les leaders religieux et traditionnels éduquent les communautés sur les dangers de l'extrémisme au travers de ser-

mons, de discussions et de médiations qui promeuvent la paix et la tolérance. (Transcription de EIC, leader traditionnel, 2025)

Même si les dangers de l'extrémisme violent sont communément admis, une attitude de déni persiste consistant à affirmer que de tels dangers ne représentent pas un défi imminent pour la Gambie. Sur ce sujet, un participant au Conseil national de la jeunesse a fait ce commentaire :

De nombreuses communautés reconnaissent que l'extrémisme violent est un risque, mais certaines continuent à le considérer comme une menace lointaine à la paix de la société. Les difficultés économiques, l'exclusion sociale et la désinformation rendent certains jeunes plus vulnérables aux idéologies radicales. Dans certains endroits, il existe aussi un manque de confiance entre les jeunes et les agences sécuritaires et cela affecte les efforts de résilience de la communauté. (Transcription de EIC, NYC, 2025)

Cependant, il est clair qu'un certain nombre de facteurs de radicalisation, d'extrémisme et de violence ont impacté les communautés dans la Gambie rurale de façon disproportionnée. Ces facteurs contribuent souvent aux conflits violents ou exacerbent les difficultés auxquelles les jeunes sont confrontés dans ces zones. Le point de vue suivant d'un leader communautaire rejoint l'observation plus large selon laquelle les difficultés structurelles et le manque de confiance en les institutions sécuritaires sont des obstacles majeurs à la paix et à la résilience dans les zones rurales en Gambie :

Dans les zones rurales, les jeunes font face à des luttes quotidiennes, au manque de travail, au manque d'opportunités et à de piètres services. Ces frustrations s'accumulent et quand vous y ajoutez les contrôles insuffisants aux frontières et une présence limitée de l'État, cela crée un environnement propice aux conflits. (Transcription de EIC, leader communautaire, 2025)

Bien que des efforts soient déjà en place dans le cadre du nexus HDP en Gambie, le pays manque de mécanismes de coordination structurelle formels qui permettraient de lier de façon efficace les initiatives humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Cette étude met en lumière une corrélation entre les efforts de consolidation de la paix et le soutien aux interventions humanitaires qui visent à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Cependant, le niveau de fragmentation et de recouvrement des fonctions parmi les institutions/agences gouvernementales, les ONG et les partenaires internationaux pour le développement reste élevé, car ils fonctionnent tous en silos et avec un manque évident de synergie et de coordination. Ces défis ont été clairement identifiés lors d'interviews par des participants qui ont souligné qu'une meilleure coordination pourrait améliorer la collaboration entre les acteurs HDP et accroître la durabilité des interventions en Gambie. L'un des participants a fait cette remarque portant à la fois sur les failles dans la coordination et la durabilité des projets à long terme :

L'une des difficultés est d'assurer un engagement à long terme, au-delà des cycles de financement des projets. Tandis que les réponses humanitaires apportent un répit immédiat, le développement et la consolidation de la paix nécessitent des efforts continus. Il existe aussi des failles dans la coordination entre les différents acteurs et assurer l'alignement entre les différentes parties prenantes doit rester une priorité. (Transcription de EIC, représentant de l'UE en Gambie, 2025)

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La Gambie reste résiliente face à l'extrémisme violent ; cependant, ses vulnérabilités socio-économiques nécessitent des interventions politiques urgentes. Une approche proactive, axée sur la communauté, est essentielle pour améliorer la collaboration et assurer une réponse globale aux menaces émergentes, notamment la radicalisation et l'extrémisme violent. Ce policy brief souligne la coordination actuelle entre les acteurs du nexus humanitaire-développement-paix, mais il identifie également des lacunes majeures dans l'alignement du support humanitaire avec les initiatives de consolidation de la paix. Un cadre mieux structuré et mieux coordonné est nécessaire pour prévenir la duplication des efforts et optimiser les approches dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Un tel cadre devrait également contribuer à construire une paix durable à long terme au sein des communautés vulnérables en Gambie.

Les recommandations politiques suivantes peuvent renforcer les efforts nationaux et régionaux :

1. Renforcer les opportunités économiques pour la jeunesse :

La lutte contre le chômage grâce au développement des compétences, au soutien pour l'entrepreneuriat et aux formations professionnelles peut réduire la vulnérabilité des jeunes au recrutement de l'extrémisme en Gambie. Le gouvernement doit donner priorité à la mise en œuvre de politiques qui promeuvent l'acquisition de compétences chez les jeunes et doit soutenir des politiques qui encouragent la création d'emplois dans le secteur privé.

2. Améliorer les réformes de la gouvernance et du secteur sécuritaire :

La mise en œuvre d'une politique axée sur la communauté, l'amélioration de la relation entre les institutions sécuritaires et les communautés, et le renforcement de la supervision des agences de sécurité peuvent instaurer la confiance du public en les institutions sécuritaires et améliorer la résilience des communautés face à la radicalisation, à l'extrémisme et à la violence.

3. Améliorer la coopération au sein du nexus HDP :

Une coordination plus forte entre les acteurs du nexus humanitaire-développement-paix est cruciale pour développer des réponses globales et durables à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Les acteurs HDP qui opèrent dans l'écosystème social de la Gambie doivent par conséquent donner priorité à la coordination et à la collaboration.

4. Réguler l'éducation religieuse et le prêche :

Mettre en place des mécanismes pour les madrasas et les sermons religieux qui permettent de limiter le potentiel de radicalisation et de prévenir la diffusion des idéologies extrémistes. Le gouvernement doit activement réguler l'éducation religieuse en assurant que le programme enseigné dans les institutions d'éducation religieuse s'aligne avec les politiques d'éducation nationale, en partenariat avec le SIC. Cette initiative permettra de standardiser les programmes des madrasas et de promouvoir un enseignement religieux et un dawa'ah responsables.

5. Améliorer la coopération sécuritaire régionale :

Il est crucial de renforcer les initiatives menées par la CEDEAO et d'encourager la collaboration avec les États voisins afin de lutter contre les menaces transnationales. La coopération régionale améliore la surveillance du crime organisé et des activités d'extrémisme violent. La Gambie doit tirer les leçons des pays affectés et utiliser les mécanismes de coordination régionale pour renforcer ses propres efforts de lutte contre l'extrémisme.

6. S'assurer que les interventions soient inclusives :

Les efforts de collaboration doivent être inclusifs et impliquer les leaders religieux et communautaires dès le départ. Une participation sociétale large dans les initiatives de consolidation de la paix permettra de s'assurer que différents points de vue seront pris en compte et d'encourager ainsi une approche plus unifiée et plus durable dans la prévention de l'extrémisme violent.

RÉFÉRENCES

- [ACLED \(2024\). Global conflicts double over the past five years. Conflict Index: December 2024. Armed Conflict Location & Event Data.](#)
- [Africa Center for Strategic Studies. \(2025\). The shifting front of militant Islamist violence in the Sahel. Spotlight. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies.](#)
- Afrobarometer. (2024). Summary of Results Afrobarometer Round 10 Survey in Gambia.
- [Ananyev, M. And Poyker, M. \(2023\). Identity and conflict: Evidence from Tuareg rebellion in Mali. World Development, 161, 106108.](#)
- [Badjie, D.M. \(2024, March 27\). Religious intolerance: Recipe for instability. The Point Newspaper.](#)
- [Bak, M., Tarp, K.N. and Liang, C.S. \(2019\). Defining the concept of 'Violent Extremism': Delineating the attributes and phenomenon of violent extremism. \(Geneva Paper No. 24/19.\) Geneva: Geneva Centre for Security Policy.](#)
- [Berger, F. \(2019\). Jihadist violence and communal divisions fuel worsening conflict in Mali and wider Sahel. Online Analysis. International Institute for Strategic Studies.](#)
- Center on Global Counterterrorism Cooperation. (2013). Countering Violent Extremism and Promoting Community Engagement in West Africa and the Sahel. An Action Agenda.
- [Council on Foreign Relations \(2025\). Violent extremism in the Sahel. Global Conflict Tracker.](#)
- Creative Associates International. (2020). Community resilience and vulnerability assessment (CRVA) report summary.
- Danso, K. (2022). In the Shadows of Repressive Rule: Building Infrastructures for Peace Consolidation in The Gambia. Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre.
- [DCAF Gambia. \(2025\). Workstreams/Projects. Accessed 23, March, 2025.](#)
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. (2020). ECOWAS Peace and Security Architecture and Operations (EPSAO) Factsheet.
- Djanato, Djeton, and Gonroudobou. (2022). Women's community initiatives in the fight against violent extremism in northern Benin. Research and Action for Peace.
- [ECOWAS Commission. \(2022\). ECOWAS Security Sector Reform & Governance Training Workshop.](#)
- [Eizenga & Gnanguênon. \(2024\). Recalibrating Coastal West Africa's Response to Violent Extremism. \(Africa Security Brief, No. 3\). Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies.](#)
- [Farhaoui, F. \(2013\). The Great Power struggle for Africa: The crisis in Mali. Research Report. International Strategic Research Organization \(USAK\).](#)
- Freedom House. (2023). Freedom in the world 2023: The Gambia.
- [Gagigo, B. \(2024\). Gambia Police Force Launches Three-Day Police Bill Validation Workshop. Kerr Fatou.](#)
- Government of The Gambia. (2025). National Action Plan on Youth, Peace and Security Agenda, 2025-2030. final_draft_2025-2030_nap_on_yps_in_the_gambia_8.02.2025.pdf
- [Jallow, K. \(2025\). Exiled Kerr Mot Ali Residents Petition Regional Police Commissioner & Governor. Foroyaa Newspaper.](#)
- [Jawo, D.A. \(2022, June 18\). The ugly face of religious intolerance. Bantaba in Cyberspace.](#)
- [Mia, I. \(2024\). Editor's introduction in The armed conflict survey 2024. London: International Institute for Strategic Studies.](#)
- National Democracy Institute, Gambia. (2024). Opinion Poll Survey on Political Issues and Processes: The Gambia.
- [Nsaibia, H. \(2024, December 12\). Conflict intensifies and instability spreads beyond Burkina Faso, Mali and Niger. Conflict Watchlist 2025/The Sahel and Coastal West Africa. Armed Conflict Location & Event Data \(ACLED\).](#)
- [Office of National Security ONS. \(n.d.\). National Security Bill and Vetting Bill Progress to Committee Stage. \[Press release\].](#)
- [Office of National Security ONS. \(n.d.\). National Counter Terrorism Strategy.](#)
- Republic of The Gambia. (2022). Multi-Annual Indicative Programme 2021-2027.
- Saka, L. (2025). Citizens and Security Sector Reform in Gambia's Democratic Transition: Fostering Dialogue and Informed Civic Discourse. (Policy Brief). Dakar: Friedrich-Ebert-Stiftung, Peace and Security Competence Centre, Africa Department.
- SIPRI. (2023). SIPRI Yearbook 2023: Armaments, Disarmament and International Security. SIPRI.
- [Striegheer, J-L. \(2015\). Violent extremism: An examination of definitional dilemma. 8th Australian Security and Intelligence Conference \(pp. 75-86\). Edith Cowan University Joondalup Campus, Perth, Western Australia.](#)
- [Tendeng, F. \(2025, January 23\). Jihadist attack in Kayes re-views security concerns on Senegal-Mali border. The Gambia Journal.](#)
- [The Gambia Victims Bantaba. \(2023\). Kerr Mot Hali victims seek more than just monetary reparations. The Victims Bantaba.](#)
- The United Nation, Gambia. (2024). Sustainable Development Cooperation Framework 2024-2028.
- The World Bank Group. (2020). World Bank Group Strategy for Fragility, Conflict, and Violence.
- [Thurston, A. \(2018\). Mali's tragic but persistent status quo. \(Rosa Luxemburg Stiftung \(RLS\) Research Papers on Conflict in North Africa and the Sahel, No. 1.\) Rosa Luxemburg Stiftung.](#)
- [Thurston, A. \(2024\). Military Coups, jihadism and insecurity in the Central Sahel. West African Papers \(No. 43\). Sahel and West Africa Club \(SWAC/OECD\). OECD Publishing, Paris.](#)
- Timbuktu Institute. (2023). Violent Extremism: Why Should The Gambia learn from Sahel mistakes?
- [UN \(2020\). A new era of conflict and violence. New York: United Nations.](#)

- [United Nations Development Programme \(UNDP\). \(2024\). ECOWAS Ministers Adopt Landmark Regional Resilience Strategy for West Africa.](#)
- [UNDP The Gambia. \(2023\). Unveiling of EU-Funded Project for Responsive and Accountable Democratic Transition \(EU-UNDP GREAT Initiative\).](#)
- UNDP. (2022). Dynamics of violent extremism in Africa: Conflict ecosystems, political ecology and the spread of the proto-state. United Nations Development Programme.
- UNDP. (2016). Preventing violent extremism through promoting inclusive development, tolerance and respect for diversity: A development response to addressing radicalization and violent extremism. New York: United Nations Development Programme.
- United Nations Security Council. (2024). Combating the rise of terrorism and violent extremism in West Africa and the Sahel: Arria-formula meeting concept note. United Nations.
- United States Institute for Peace. (2023). State of the Field: Countering violent extremism. United States Institute of Peace.
- Voice Gambia. (2023, September 22). Regional threats and impact in The Gambia: A comprehensive analysis. Voice Gambia.
- World Bank. (2023). The Gambia systematic country diagnostic. World Bank Group.
- World Bank. (2023). The Gambia: Overcoming youth unemployment and poverty. World Bank Group.
- Zoubir, Y. (2017). Security Challenges, Migration, Instability and Violent Extremism in the Sahel. European Institute of the Mediterranean.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Biran Gai

Biran Gai enseigne les sciences politiques à l'Université de Gambie, au sein de la Division des sciences humaines et sociales de l'Unité de science politique. Il est également responsable des programmes au sein du Département de gouvernance démocratique du Centre de recherche et de développement des politiques (CRPD). Biran est titulaire d'un master en relations internationales et études africaines de l'Université Ticaret d'Istanbul, en Turquie, et d'une licence en sciences politiques de l'Université de Gambie. Ses recherches portent sur la gouvernance démocratique, la participation politique des jeunes, la paix et la sécurité, et l'intégration régionale.

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

© photo : Adobe Stock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

